Préparation de la réunion du Conseil européen du 4 février 2011

2010/2900(RSP) - 02/02/2011

Les députés européens ont préparé le sommet européen sur l'énergie qui doit se tenir le 4 février 2010. Avec les représentants du Conseil de l'UE et de la Commission européenne, ils ont évoqué les enjeux énergétiques pour l’avenir et la voie à prendre pour l'Union européenne.

La Présidence hongroise du Conseil de l'UE a prôné une meilleure intégration du marché de l'énergie. Elle a mis l'accent sur la recherche et le développement, soulignant l'importance des énergies renouvelables. De son côté, la Commission européenne insistera pour que l'approfondissement du marché intérieur de l'énergie soit effectif avant 2014.

Les positions des groupes politiques du Parlement peuvent se résumer comme suit

- **Parti populaire européen (PPE)** : il faut éviter à l’opinion publique le spectacle d'un nouveau désaccord entre les pays européens. Les mesures prises concernant le marché européen de l'énergie doivent être mises en œuvre pour aider la croissance et les créations d'emploi.
- **Socialistes et démocrates (S&D)** : le prochain sommet représente la dernière chance pour les États membres d'atteindre leurs objectifs énergétiques et de débattre de la question de la pauvreté énergétique.
- **Alliance des démocrates et des libéraux (ADLE)** : la situation de crise doit être mise à profit pour progresser. L’ambition de l’UE est décevante alors que les États-Unis investissement massivement dans les énergies renouvelables.
- **Verts/ALE** : l’UE ne doit pas se compromettre en approfondissant ses relations avec des régimes comme l'Irak ou la Géorgie uniquement pour des raisons uniquement énergétiques.
- **Conservateurs et réformateurs (ECR)** : l’UE doit s’engager davantage dans le domaine de la sécurité énergétique. L'idée d'un marché commun de l'énergie mérite d’être soutenue.
- **Gauche unitaire européenne (GUE/NGL)** : l'énergie est un secteur crucial pour la création d'emplois. De nouvelles sources d'énergie doivent être exploitées.
- **Europe de la liberté et de la démocratie (EFD)** : étant donné l'augmentation des prix du pétrole, les Etats membres doivent évaluer les ressources européennes et leur exploitation possible.